

Rififi entre Frontex et la commission européenne : les frontières confiées aux ONG ?

écrit par Jules Ferry | 2 mai 2022



Le patron de l'agence européenne des frontières Frontex, Fabrice Leggeri, a démissionné vendredi 29 avril.

Crise majeure entre Frontex et l'UE : le patron de l'agence de gardes-frontières Frontex a démissionné !!!

Le rêve de toujours de la commission européenne est d'ouvrir les frontières au maximum : dans ce scénario catastrophe ultime, si l'on écoutait les dingues de Bruxelles, l'UE confierait la gestion des frontières aux ONG avec pour conséquence immédiate des débarquements accrus et zéro refoulements !

On n'en n'est pas loin, ce sont elles qui font maintenant la loi !

Ce n'est pas une coïncidence si **la gauche européenne a non seulement accueilli la démission de Leggeri avec enthousiasme et satisfaction**, mais a également demandé **une refondation et un changement des fonctions de Frontex**. Tout comme l'activisme des ONG contre l'agence n'est pas inhabituel, à commencer par SOS Méditerranée et surtout Sea-Watch. L'ONG allemande a intenté une action en justice auprès du tribunal de l'Union européenne, accusant Frontex de *"violer son devoir de transparence en ce qui concerne les opérations"*.

Ce n'est pas une coïncidence non plus si la gauche en général et particulièrement la gauche italienne est accusée de *"s'inquiéter de la sécurité nationale d'un État membre accueillant les opérations de Frontex"*, c'est-à-dire la Grèce qui a osé refouler le trop-plein que la Turquie ne se gêne pas de déverser malgré les milliards pour contenir les migrants.

Le patron de l'agence européenne des frontières Frontex, Fabrice Leggeri, a démissionné vendredi 29 avril.



L'EXPRESS

Visé par une enquête de l'Office européen de lutte antifraude pour **ne pas avoir respecté les procédures internes, avoir été déloyal envers l'Union européenne** et avoir mené un management incompatible avec le bon fonctionnement de l'institution, le patron de l'agence européenne de gardes-frontières et garde-côtes, appelée communément Frontex, a présenté sa démission. Elle a été acceptée vendredi 29 avril.

Un mandat marqué par une réorientation sécuritaire

Sur fond d'accusations régulières par des ONG de refoulements illégaux de migrants, appelés "pushbacks", une enquête avait été ouverte par l'Olaof, qui l'a clôturée en février dernier. Son rapport final de 129 pages dénonce l'action de Fabrice Leggeri à la tête de Frontex, lui reprochant notamment d'avoir drastiquement renforcé la sécurité des frontières extérieures de l'UE et ainsi **mis à mal la culture humanitaire** inhérente à la création de l'agence en 2004. Sous son mandat, commencé en 2015, les effectifs de garde-frontière et garde-côtes ont augmenté et leur pouvoir a été considérablement élargi, puisque certains agents ont désormais l'autorisation de porter des armes.

Afin d'illustrer le changement de cap idéologique mené par Fabrice Leggeri, le rapport dénonce en particulier une attitude de complaisance envers le renvoi de migrants par les autorités grecques. Dans ses notes rédigées entre mars 2020 et septembre 2021, Frontex avait en effet qualifié de

simples "opérations de prévention" **le renvoi massif de migrants vers la Turquie.** Une vidéo publiée fin 2020 montrait même un navire de l'agence bloquer un bateau de réfugiés, alors qu'il se trouvait dans les eaux grecques.

Dans le même temps, Frontex a recruté plusieurs moniteurs des droits fondamentaux chargés de veiller à la bonne application du droit d'asile. Assurer l'imperméabilité des frontières et aider les demandeurs d'asile, telle est la double mission que Fabrice Leggeri n'a pas réussi à mener de front, la jugeant publiquement "schizophrène" lors d'une table ronde organisée en décembre 2021.

De mauvaises relations avec les autres instances européennes

Dans son courrier de démission, **Fabrice Leggeri estime qu'il a été élu pour assurer la sécurité des frontières** et que "**son mandat a été modifié**". Cette déclaration a provoqué la réaction ironique, sur Twitter, de **la parlementaire européenne néerlandaise** Tineke Strik, cheffe de file du groupe de travail en charge de Frontex, qui réclamait la démission du haut fonctionnaire. Elle considère que la protection du **droit d'asile** a toujours été inscrite dans les statuts de Frontex et que celle-ci devra bien être " la priorité du prochain directeur."

En conflit avec plusieurs élus du Parlement européen, Fabrice Leggeri **n'entretenait pas non plus de bonnes relations** avec la Commission européenne et sa présidente, **Ursula von der Leyen.** Tout comme avec la commissaire aux Affaires intérieures suédoise, **Ylva Johansson,** et la directrice générale de ces mêmes Affaires, Monique Pariat, toutes deux victimes, selon le rapport de l'Olaf, de remarques désagréables.

Ylva Johansson, c'est cet agent anti-Europe qui veut ouvrir les frontières à la Terre entière.



Avec Der Leyen, elle vient d'ouvrir plus de voies légales pour les migrants vers l'UE.

“Grâce” à elle, il leur sera beaucoup plus facile d'obtenir un visa pour l'UE, toujours sous le même prétexte d'apporter une solution aux graves carences du marché du travail européen !

Cela permettra également aux migrants de demander plus facilement des visas pour l'UE et la procédure de visa sera numérisée. À l'heure actuelle, cette procédure est toujours “difficile”, a déclaré Johansson mercredi de la semaine dernière.

Voir sur ce sujet majeur l'article incontournable de Christine Tasin :

Bruxelles appelle Tunisie, Maroc, Pakistan, Bangladesh... à nous envoyer des millions de migrants